



La Commune



Réponse aux délégués du congrès du POI

La Lettre de La Commune, hors série – mercredi 27 décembre 2017

Nous avons pris connaissance dans votre hebdomadaire Informations ouvrières de la Lettre des délégués du VI^{ème} congrès du Parti Ouvrier Indépendant aux militants de toutes tendances du mouvement ouvrier. Nous sommes pour notre part des militants du mouvement ouvrier. C'est à ce titre que nous voulons faire part de notre point de vue, sur les problèmes politiques que pose l'orientation politique imprimée à cette Lettre.



Contenu

Réponse aux délégués du congrès du POI

La putréfaction du PS engendre des créatures hybrides

Une orientation qui désoriente – sur la question syndicale en particulier

Les pronostics « ne sont pas des chèques en blanc »

Personne ne peut dire « c'est comme ça et pas autrement » ?

Toute licence en politique ?

D'où viennent-ils ? Où vont-ils ?

Un parti de « gauche » qui revendique la déclaration de principes du PS

Récupération – Enfumage et Diversion

Mélenchon, jusqu'au bout de la fiscalisation-liquidation de la Sécurité sociale

Quel pôle de référence ?

Marc Gauquelin – sur la question syndicale, en 1987

Notre position

En préambule, précisons que nous avons été, comme beaucoup d'entre vous sans doute, surpris par le tournant brusque de vos dirigeants vers LFI, à quelques jours du premier tour des présidentielles.

La putréfaction du PS engendre des créatures hybrides

Avant cela, votre parti a connu une scission sur laquelle nous ne reviendrons pas, si ce n'est pour dire que sur le fond, l'attitude du POID et du POI par rapport à LFI est la même. Ces deux organisations divergent, semble-t-il, sur l'attitude vis-à-vis de « Génération-s » de Hamon. Les dirigeants du POI, pour leur part, ne mettent pas sur le même plan Hamon et Mélenchon.

Or, tant Génération-s que LFI I, nées toutes deux de la décomposition et de la putréfaction du PS, se placent en dehors du mouvement ouvrier et démocratique, dans son acception la plus large. Les militants ouvriers qui les ont rejoints y sont retenus en otage. Le fait que l'une et l'autre rejettent toute forme de parti est hautement révélateur de leur nature bourgeoise.

Pour l'instant, tout démontre que Jean-Luc Mélenchon, le chef LFI (qui se « construit » autour de « Lui ») penche toujours plus à droite, et fait acte de complaisance à l'égard de Macron.

Les événements de Catalogne ont agi comme un révélateur du rôle qu'entend jouer Jean-Luc Mélenchon et ce, quoi que l'on puisse penser du référendum du 1^{er} octobre (que nous avons soutenu inconditionnellement, pour notre part) et de la Déclaration Unilatérale d'Indépendance (que nous avons également soutenu inconditionnellement).

Une orientation qui désoriente – sur la question syndicale en particulier

Le problème que soulève l'orientation qui est imprimée au POI est le suivant : selon nous, cette orientation désoriente et désorganise les militants, les sympathisants qui cherchent l'issue dans l'action politique indépendante, au moment où le besoin d'un parti ouvrier se fait sentir parmi les salariés, les chômeurs et les jeunes.

Il est, par exemple, frappant de constater avec quel « psychologisme » et quel impressionnisme, la Lettre des délégués, évoque les directions syndicales :

« Confrontées à cette nouvelle situation politique ouverte par l'élection d'Emmanuel Macron et au vide politique dû à l'écroulement des « partis de gauche » qui représentaient pour elles des points de référence, c'est à ce jour le pessimisme et l'abattement qui l'emportent chez elles. Elles se trouvent de ce fait extrêmement perméables aux pressions pour accepter, composer et faire accepter les pires mesures gouvernementales au prétexte que cela permettrait d' »éviter le pire » et « qu'on ne peut pas faire autrement »

A tout le moins, les auteurs de cette lettre nous disent où est l'obstacle :

Il réside dans l'attitude des directions syndicales. Pur constat.

Mais pour quelles tâches pratiques ?

Les pronostics « ne sont pas des chèques en blanc »

« Préparer le moment où la contre-offensive sera engagée par les travailleurs dans l'unité de leurs organisations qui emportera tous les obstacles » disent-ils.

Oui mais comment « préparer » ? La réponse semble couler de source : en se regroupant dans et autour du POI, avec le comité de résistance et de reconquête.

Ce travail de regroupement est nécessaire en tout lieu, en tout temps, dans la préparation de « l'affrontement décisif ».

Nous sommes en accord avec le pronostic de la contre-offensive :

L'enchevêtrement de la crise générale du régime, de la crise économique telle qu'elle se manifeste en France et de la crise sociale (dont la crise du régime est l'expression) conduit nécessairement à la révolution. Nécessairement, mais pas fatalement. Comme l'avait écrit un jour Stéphane Just : « les pronostics ne sont pas des chèques en blanc que l'Histoire n'aurait plus qu'à honorer ». La situation « française » est, vous le savez, déterminée en définitive par la situation mondiale. Les choses étant ce qu'elles sont, nous vivons à nouveau dans une période de tournants brusques et d'incessants

changements.

Or, en définitive, ce qui est proposé est, d'une certaine manière, d'attendre que « cela vienne » (« ou que ça dise pourquoi »).

Dans l'attente, les coups pleuvent et ce, parce que les hautes directions syndicales sont engagées dans des pourparlers permanents avec un Exécutif suspendu en l'air et qui ne tient qu'à un fil.

Lénine disait : « *qu'est-ce que des pourparlers ? C'est le début d'un accord ! Qu'est-ce qu'un accord ? La fin des pourparlers !* »

Ces pourparlers sont contre-révolutionnaires. Peut-on se contenter de les constater et de les déplorer... pour s'en remettre au mouvement qui « un peu plus tôt, un peu plus tard » balayera « dans l'unité des organisations » tous les obstacles ?

Dans la vraie vie, cette méthode est celle du pourrissement et, surtout, de la négation du regroupement politique actif nécessaire pour se préparer à « la révolution qui vient ».

A quoi bon se regrouper si tout arrive tout seul ?

A quoi bon se regrouper si ce n'est pas pour « organiser la force » dans les syndicats et hors les syndicats pour contrer le Pacte Mailly- Martinez-Macron et défendre le syndicalisme libre de revendications et d'action collective face au « syndicalisme » de « propositions » et de cogestion.

Le comité de résistance et de reconquête pourrait dans l'absolu, servir à cela.

Personne ne peut dire « c'est comme ça et pas autrement » ?

Hélas, cette problématique est obscurcie par une autre « thématique » que « pose » cette Lettre

« L'écroulement des partis traditionnels de gauche, déconsidérés signifie-t-il qu'il faille tirer un trait sur l'existence même des partis pour représenter la classe ouvrière et la jeunesse et même du point de vue de la démocratie ? Faut-il se tourner vers de « nouvelles formes », « mouvements », regroupement sociétal, « démocratie de l'Internet » ? La solution résiderait-elle dans l'attente ou la préparation des élections présidentielles tous les cinq ans, censées permettre de changer le cours des choses ? A ces questions, il n'y a pas de réponses toutes faites. Le POI a ses positions, qu'il soumet à la discussion. Une discussion honnête et franche tenant compte de l'expérience de chacun est nécessaire. Ce, d'autant que la classe ouvrière n'a pas manifesté l'intention de renoncer au combat ... »

Dans l'éditorial d'IO, Didier Brémaud commente ce dernier passage : *« Ce débat a traversé le congrès. Et la conclusion, nécessairement provisoire, c'est que rien n'y personne n'est en mesure de dire « c'est ainsi et pas autrement » et qu'il nous faut donc nous donner les moyens d'ouvrir largement nos instances afin d'inviter toutes celles et tous ceux qui veulent participer honnêtement à cette discussion »*

Il en existe pourtant quelques « dirigeants » qui nous disent sans cesse en substance : « c'est ainsi et pas autrement ». Messieurs Mélenchon, Corbière, Coquerel et Madame Garrido. C'est aussi en substance ce que disent Mailly et Martinez. Avec eux, ce n'est pas « à prendre ou à laisser », c'est « à prendre et ... à prendre », et avec eux, c'est « de gré, quand c'est possible et, de force, quand c'est nécessaire ». Leur méthode est celle du « coup d'Etat permanent » contre toute forme de démocratie ouvrière même la plus formelle.

Exemple parmi d'autres : ce groupe parlementaire qui, par-dessus la tête de toutes les organisations ouvrières et démocratiques, déclare, sitôt constitué : « nous appellerons à la résistance sociale, le moment venu »

Toute licence en politique ?

Nous apprenons donc que le POI va ouvrir ses instances à des militants qui auront une tribune pour dire : « les partis, c'est fini » et, dans la foulée, « le POI, c'est fini ». Loin de nous le fétichisme organisationnel : mouvement, fédération, parti, association, comité sont des formes d'organisation qui souvent obéissent à des degrés « d'homogénéité » différents. Pourvu que ce soient des « foyers de démocratie prolétarienne ». Or, les subtils « organisateurs » qui remettent en cause la « forme Parti » sont, vous le savez, des adversaires de toute forme de démocratie ouvrière.

Pourquoi diable irait-on en débattre avec eux autour d'une tasse de thé ? Pourquoi des réunions pour l'action politique devraient se transformer en « dernier salon où l'on cause ». Nous sommes adeptes du slogan « toute licence en art » mais, en politique, il n'en va pas de même... Il existe une délimitation, sans laquelle, c'est la marche à la dissolution.

Ce qui fait « débat », c'est la démocratie ouvrière dans toute organisation ouvrière et démocratique : représentants élus et mandatés, révocables, décisions prises à la majorité après libre discussion. Celles et ceux qui ne sont pas d'accord avec ce

principe-clé ont toute latitude pour défendre par exemple les bienfaits du « tirage au sort », du « polycentrisme », du « mouvement gazeux » et du « collectif ».

Nous pourrions faire des réunions ouvertes avec des militants qui pensent cela en général tout en étant d'accord sur la nécessité de défendre, par exemple, les bases fondatrices de la sécurité sociale, mais certainement pas pour discuter sur ce terrain miné de la raison d'être d'une organisation fonctionnant selon le principe de l'élection des représentants, sur un mandat, sur des congrès souverains permettant d'amender un « programme » ou de proposer un « programme alternatif ». Le terrain miné de ce « débat » est celui de la dislocation, du verticalisme de plus en plus totalitaire. Le plus simple alors consisterait à rejoindre ...LFI et d'y former un courant ou un club en son sein.

Quoi qu'il en soit, le débat sur les formes de regroupement et sur les bienfaits de la forme « parti » est aussi un écran de fumée. Ce qui prime, c'est la NATURE de LFI, du Mélenchonisme et « PG »

Nous ignorons si cette discussion a été menée au Congrès, où la seule force invitée (hors délégations d'autres pays) était ... le PG. (PG qui ne renonce pas pour lui-même à la forme « parti », un parti où l'on met sous tutelle des organisations de base si elles ont le mauvais goût de protester contre la cogestion très austère EELV-PG de la ville de Grenoble)

D'où viennent-ils ? Où vont-ils ?

Si nous devons comparer le PG avec d'autres partis qui se sont séparés de la social-démocratie en France, tout le monde conviendra que le PG n'est en rien comparable au PSOP¹ formé par la gauche révolutionnaire de la SFIO au lendemain de son exclusion, en 1938 ni au PSA formé en 1958 en réaction à l'alignement de la SFIO sur de Gaulle.

Lorsque nous voulons essayer de comprendre la nature d'un regroupement quel qu'il soit, nous regardons d'où il vient et où il va.

Nous avons tout dernièrement publié la première partie d'une contribution CONTRE MELENCHON qui revient notamment sur les conditions qui ont présidées à son départ du Parti socialiste. Quelques mois auparavant ce jour de novembre 2008 où Mélenchon quitta le PS avec ses camarades du courant interne « *Trait d'union* » et son club « *Pour la république sociale* », il s'était préalablement coulé dans le moule de la nouvelle déclaration de principes du PS qui disait :

« Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte, combinant un secteur privé dynamique, des services publics de qualité, un tiers secteur d'économie sociale . »²

Et après ?

Mélenchon devait dire : « *Au cours de ma démarche chrono stratigraphique, j'ai exhumé le texte de la contribution « Réinventer la gauche », présentée par le courant « Trait d'union » au congrès de Reims du PS en 2008, dans lequel sont exposés les principes d'une « planification écologique »*

Un parti de « gauche » qui revendique la déclaration de principes du PS

Que disait cette ultime contribution de Mélenchon – Trait d'Union, « avant départ » ?

« Le mot d'ordre de planification écologique permet aussi de donner du sens concret au système de l'économie mixte auquel se réfère désormais la déclaration de principe du Parti socialiste. Prenons l'exemple de l'énergie. Aucune politique de développement durable n'est possible dans notre pays si ce secteur est dominé par les intérêts privés et leur logique de profit à court terme. La constitution d'un pôle de l'énergie comprenant EDF et GDF 100% public sera donc le pilier public de l'économie mixte dans ce domaine. »³

A tout le moins, après s'être inséré dans « l'économie sociale de marché », JLM proposait EDF et GDF à 100% public. 8 ans plus tard, le programme Avenir en commun LFI s'avère plus « gazeux » :

« Réindustrialiser le pays par l'investissement et le rétablissement de plans de filières et de pôles publics dans l'énergie ou les transports, la défense des industries stratégiques et la reconstruction de conglomérats combinant plusieurs activités »

Récupération – Enfumage et Diversion

Ni en 2008, ni en 2012, ni en 2016, nous n'avons considéré un seul instant que le parti de gauche était un « parti socialiste de gauche », plus à gauche que le PS et le PCF, plus « ouvrier et populaire ».

Le PG n'est pas né en réaction à la putréfaction du PS qui était déjà bien avancée en 2007 mais comme produit de

cette putréfaction qui ne pouvait engendrer autre chose que des créatures hybrides .

En 2017, Mélenchon a « chevauché » le front du refus de la loi El Khomri et nombreux sont ses électeurs qui mettaient un contenu simple au « vote Mélenchon » : abrogation de la loi El Khomri. Une exigence que les mélenchonistes ont abandonnée dès l'élection de Macron, au profit de la nébuleuse et gazeuse formule : « non au coup d'Etat social », (compatible avec le mot d'ordre initié par Martinez « non à la loi XXL » qui entérinait la loi El Khomri).

Mélenchon a cru pouvoir confisquer la volonté des électeurs ouvriers et jeunes qui ont voté pour lui (Hamon était « organiquement » incapable de s'en tenir à l'exigence de l'abrogation de la loi El Khomri, exigence à la faveur de laquelle, il avait « gagné » la « Primaire de *la Belle alliance populaire* ». « Gagné » avec des guillemets, car cette Primaire avait surtout « dégagé » Valls, l'homme du 49-3 pour la loi El Khomri)

Nous ne reviendrons pas ici sur tous les méfaits et gestes mélenchonistes que nous relevons avec la régularité d'un métronome.

Nous avons qualifié ce courant de « cheval de Troie » dans le mouvement ouvrier, rôle que joue déjà sur le terrain syndical, la CFDT, comme l'a si souvent souligné à juste raison le courant politique qui a impulsé le POI. Et ce n'est pas parce qu'on lui peint des rayures qu'il deviendra un zèbre.

Mélenchon, jusqu'au bout de la fiscalisation-liquidation de la Sécurité sociale

Prenons la question autrement : le POI a été à l'initiative d'un comité de résistance et de reconquête, axé sur la défense des acquis de 1936-1945, au premier rang desquels figure la Sécurité sociale – « modèle 45 ». Sécu contre laquelle se dresse depuis plus de vingt-cinq ans la CSG qui a pour fin de supprimer les cotisations maladie. Cela est bien évidemment incompatible avec le soutien à LFI aux élections et entre deux élections, puisque le programme LFI consiste à aller jusqu'au bout de la CSG, en la « fusionnant » avec l'Impôt sur le revenu, comme suit : « Refonder l'imposition sur les revenus en transformant la CSG et l'impôt sur le revenu actuel en un nouvel impôt citoyen sur les revenus, garantissant les recettes de la Sécurité sociale et de l'État ».

Cela signifie que l'argent de la CSG jusqu'à présent versé à l'assurance maladie ira directement dans les caisses de l'Etat qui la « ventilera » selon son bon vouloir. Cela tombe à pic : Macron veut faire exactement la même chose. On peut imaginer qu'une partie de ces recettes de la CSG sera utilisé pour le « service de la dette » ou pour « la programmation militaire ». Beaucoup d'adhérents de LFI sont en désaccord avec cette « proposition », bien dans le style de « l'économie sociale de marché » mais ils n'ont aucun moyen au travers d'un congrès, au travers de délégués élus de modifier cette mesure du « programme » qui se veut « évolutif ».

Le débat sur la NATURE et la FORME de LFI n'est en rien un débat académique car sa traduction est PRATIQUE et IMMEDIATE.

Quel pôle de référence ?

Alors que l'écroulement des « partis traditionnels de gauche » est une chance historique à saisir pour tous les militants qui aspirent à la réorganisation du mouvement ouvrier sur l'axe de la démocratie ouvrière de combat, dans une situation où la V^{ème} république s'écroule elle-même, il faudrait « débattre » avec les mélenchonistes ? Débattre de quoi ? De la CSG ? De la « planification écologique » (qui ne s'appliquerait pas aux ventes d'armes de « La France ») ?

Alors certes, encore une fois, il y a encore à LFI des syndicalistes, des militants ouvriers, des jeunes révoltés qui cherchent l'issue dans l'action, cherchent une représentation politique qui réponde à leurs aspirations les plus simples et, il y en a et il y en aura aussi au sein de « Génération-s », il y en a au sein du PCF qui dispose encore d'une force militante (sans laquelle les meetings de campagne de JLM n'auraient pas eu cette audience). Mais ce n'est certainement pas en s'adaptant à leurs dirigeants que l'on peut « construire » quelque chose avec eux et « préparer » avec eux la « contre-offensive ».

Ce qu'ils attendent tous, sans parti, militants ouvriers organisés, syndicalistes, c'est un pôle de référence à même d'appuyer « *la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique* »⁴ face à tous ceux qui leur expliquent que « le rapport de forces est défavorable » que l'on doit jamais « pratiquer la politique de la chaise vide » ou que l'on peut « obtenir des avancées dans les reculs », un « nouveau statut du travail salarié » et que dans l'immédiat « on ne peut pas faire autrement » ou encore que – Ruffin dixit « *Macron peut être un partenaire* »⁵. Vous le savez, ce que les appareils bureaucratiques répercutent dans la classe, c'est la pression directe de la classe capitaliste et de son « idéologie dominante ». Qui en prendra le contre-pied ?

Les hautes bureaucraties syndicales ne sont pas seulement « perméables », elles s'appliquent en revanche à rendre les travailleurs et la population « perméables » à la pression désagréatrice de la haute bourgeoisie.

Ces « dirigeants » ne sont pas « perméables », ils mènent une politique active de soutien à Macron.

Marc Gauquelin – sur la question syndicale, en 1987

Nous en connaissons les fondements. Il y a trente ans, Marc Gauquelin écrivait : *«il lui faut [à l'impérialisme] disposer d'une couche qui lui soit directement « associée » au travers de la gestion des fonds sociaux dans les comités d'entreprise, des milliards issus du salaire différé – Il lui faut une couche d'actionnaires engagée dans la réalisation de ses plans et contre-réformes. La constitution de cette couche a été favorisée pendant des dizaines d'années par la politique de soumission à l'ordre bourgeois des dirigeants staliniens et réformistes (qui ont fourni eux-mêmes une large contribution à sa constitution) par son adaptation toujours plus grande à un ensemble de pratiques encouragées par l'Etat pour tenter de vider de sa substance : développement vertigineux du pourcentage de permanents, détachés, rééquilibrage des finances des organisations au profit de la COGESTION de FONDS DIVERS, formation, études, etc, au détriment de la collecte des cotisations... »*⁶ Ainsi, ce qu'écrivait Marc Gauquelin il y a trente ans est bien plus actuel que ce qu'il raconte aujourd'hui.

Il suffit de regarder ce qui se trame sous le vocable de « la formation tout au long de la vie » et de la « sécurité sociale professionnelle », machine de guerre contre les contrats collectifs, contre la formation initiale (technique en particulier) et les qualifications professionnelles .

Marc Gauquelin, dans ce même article, notait :

« Affaiblissement constant de toutes les normes correspondant à l'organisation du syndicat du syndicat par les syndiqués eux-mêmes, autour de leurs instances, de leurs bulletins syndicaux »...

Depuis trente ans, cet affaiblissement et ce dérèglement ont été poussé plus avant.

Il est symptomatique qu'un syndicat comme CGT Info' Com, par-dessus la tête des syndiqués, sans tenir un congrès⁷, ait décidé de s'affilier à un « front social », « politico-syndical-associatif » avec des antennes de SUD- La poste et autres.

Il est significatif que le bureau confédéral de FO ait décidé seul en juin dernier de discuter des ordonnances. Aucun courant au sein de FO, semble-t-il, n'a exigé la tenue d'un Comité Confédéral National extraordinaire pour discuter de ce renoncement à la bataille pour l'abrogation de la loi El Khomri. D'un point de vue « réformiste » stricto sensu, l'abrogation de la loi El Khomri devait être mise en préalable à toute « discussion » avec le pouvoir politique.

Le CCN se tient finalement fin septembre quand « les jeux sont faits »...Parce qu'il n'y a pas eu à ce moment-là la « contre-offensive » des masses laborieuses éliminant tous les obstacles ? Non, bien évidemment. Parce qu'il fallait éviter les critiques qui risquaient de nuire à l'unité de FO, dans *Informations ouvrières* mais aussi dans *la Tribune des travailleurs* (où quelques subtiles allusions, formules interrogatives se glissaient parfois à l'endroit de Mailly, sans le nommer). L'unité de FO a été profondément minée...par la ligne Mailly, rompant avec la tradition réformiste de FO, y compris celle de Bergeron qui n'aimait pas l'intervention étatique dans ce qui relevait selon lui de la « libre négociation » entre représentants patronaux et syndicaux sur toute question concernant les salariés.

Ces directions syndicales continuent les pourparlers valant Pacte avec Macron. Et personne ne dirait : « rupture de nos organisations avec Macron- Arrêt des pourparlers » ? Il faudrait « attendre » la « décantation » sans chercher à la stimuler, sans dire haut et clair : c'est grâce aux Mailly-Martinez (et Mélenchon) que Macron « tient » et que son ordonnance travail s'applique ? Il faudrait tout mettre sur le dos de « l'écroulement des partis de gauche » et des « pressions » ?

Notre position :

il n'y a pas de parti ouvrier indépendant qui tienne, s'il se garde bien de dire que nos organisations syndicales doivent être affranchies de tout pourparlers avec Macron et ses ministres sur le terrain de la destruction du « modèle social 1945 » car un parti ouvrier qui ne prendrait pas fait et cause pour le syndicalisme libre de revendications et d'action collective, contre le « syndicalisme » de Cogestion contre les droits collectifs.

Arrêt des pourparlers avec Macron !

La déchéance de se négocie pas !

Il n'est pas davantage de « comité national de résistance et de reconquête » qui tienne sans une claire délimitation d'avec toute formation politique se situant sur le terrain de la CSG et de la fiscalisation de la sécurité sociale.

Telles sont, selon nous, les dispositions politiques pratiques et immédiates à prendre si l'on veut aller de l'avant pour un PARTI DE CLASSE, c'est-à-dire un parti de lutte de classes et non ce cloaque où « l'insoumis suprême » proclame : « *la liberté pour évaluer la règle nous est chère entre toutes. Elle est la base de notre consentement à la norme. Le message de l'insoumission fonctionne comme une sorte d'adage : « Comment pourrais-je accepter ce que je n'aurai pas le droit de*

contredire ? la règle est la façon de rendre concrète une liberté. Il est donc prêt à participer à son élaboration, à composer, et même à laisser s'exercer une règle si c'est la loi, quand bien même il la désapprouve.⁸ ».

Nous tenons pour un parti de femmes et d'hommes libres inscrit dans la continuité du combat séculaire pour libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et du joug de l'oppression.

Un parti anticapitaliste, anti-impérialiste, antibureaucratique, internationaliste.

Nous tenons pour un parti qui, nécessairement, s'affirmera aux antipodes de ce « mouvement LFI » (idem pour le Hamonisme) qui préfère La Marseillaise » à L'Internationale », rejette « l'étendard sanglant » et l'Internationale aux orties pour planter le drapeau des versaillais (le jour anniversaire de la Commune de Paris !)

Face au mélenchonisme anti-ouvrier et anti-démocratique, contestataire dans la forme et toujours plus réactionnaire sur le fond, face à tous les « gardiens » du vieux monde et de l'économie de marché, un parti ouvrier digne de ce nom saura affirmer :

Il n'est pas de sauveurs suprêmes

Ni Dieu, ni César, ni Tribun,

Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes

Décrétons le salut commun.

Pour que le voleur rende gorge,

Pour tirer l'esprit du cachot

Soufflons nous-mêmes notre forge,

Battons le fer tant qu'il est chaud.

Nous sommes, quant à nous, ni « mouche du coche », ni « noyau du Parti » mais simplement un instrument pour ce parti et vers ce parti.

27 décembre 2017

¹ Parti socialiste ouvrier et paysan

² En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/politique/article/2008/04/21/la-nouvelle-declaration-de-principes-du-ps_1036263_823448.html#VQhv5eRPJpEYeGyG.99

³ <https://blogs.mediapart.fr/gygde/blog/021116/archeologie-de-la-planification-ecologique-ii>

⁴ <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran13.html>

⁵ <https://www.publicsenat.fr/article/politique/pour-francois-ruffin-emmanuel-macron-peut-etre-un-partenaire-80768>

⁶ Marc Lacaze (Gauquelin, dit Lacaze) La Vérité n°600- juin 1987 – « Partis, syndicats, comités de grève » page 17

⁷ A notre connaissance, le dernier congrès de ce syndicat remonte à 2014 - <https://www.infocomcgt.fr/congresdebats/>

⁸ <http://melenchon.fr/2017/08/26/linsoumission-nouvel-humanisme/>

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

LA POUDRIERE

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 117 - Jeudi 12 septembre 2019 Les manifestations en Gilet Jaune ont nettement repris leur cours, ce dernier samedi, malgré cette répression dictée par... >>

« QU'ON N'ACCUSE PAS LA POLICE D'AVOIR TUÉ QUELQU'UN » ! LES MENACES DE CASTANER

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 116 - Mardi 3 septembre 2019 Castaner-Macron menacent celles et ceux qui rapportent les VRAIES NEWS sur les conséquences de la répression qu'ils ont... >>

Lettre ouverte aux syndicalistes de la CGT

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 115 - Mardi 27 août 2019 La CGT connaît une des plus grandes crises de son histoire. Trop souvent selon nous, cette crise est attribuée à la... >>

Comment meurt un sans abri – OÙ VA LA POLICE ?

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 114 - Mardi 21 août 2019 C'est un sans-abri désespéré. Ce

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 111 - Mercredi 7 août 2019 C'est en dans son département. Et se passe à Menton, en pleine saison touristique. Ses veines sont tailladées au niveau... >>

Chronique d'une chute de régime – Août 2019

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 113 - Dimanche 11 août 2019 Quand un régime politique crève, ce n'est pas beau à voir. Les coups pleuvent drus, dans tous les sens du terme. Cette... >>

« UNE AFFAIRE D'ÉTAT »

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 112 - Dimanche 4 août 2019 D'abord, il y a la stupeur, le choc, la tristesse. Le Premier ministre y coupe court, sèchement et lâchement..... >>
